



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# DIAGSECO

Autodiagnostic de sécurité économique pour les entreprises

Ce document est une version dite « spécimen » de l'outil d'autodiagnostic DIAGSECO disponible en ligne à l'adresse [diagseco.finances.gouv.fr](https://diagseco.finances.gouv.fr).

Ce spécimen est mis à la disposition des responsables d'entreprise qui souhaitent prendre connaissance des questions abordées dans l'outil d'autodiagnostic DIAGSECO, préalablement à son utilisation.

DIAGSECO est un outil de sensibilisation à la sécurité économique par l'autodiagnostic. Il s'adresse à toutes les entreprises, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité. Cet outil n'a pas de valeur réglementaire.

## La sécurité économique en 9 rubriques :

- les relations commerciales, financements et partenariats extérieurs ;
- les informations détenues par mon entreprise ;
- les actifs immatériels ;
- les systèmes d'information ;
- les procédures de conformité ;
- la veille économique ;
- la chaîne d'approvisionnement ;
- la réputation et l'image ;
- les locaux et biens matériels.

DIAGSECO vous propose, à travers une série de questions précises mais non exhaustives, d'évaluer les points de vulnérabilité de votre organisation en matière de sécurité économique.

## Quelle forme le diagnostic prend-il ?

En utilisant DIAGSECO vous disposez de deux documents :

- une synthèse de votre évaluation ;
- des recommandations présentées sous forme de fiches pratiques.

## Comment aborder DIAGSECO ?

Cette sensibilisation passe par une approche aussi concrète et vivante que possible. C'est pourquoi l'outil DIAGSECO vous invite à répondre avec précision aux questions réparties dans neuf rubriques identifiées comment pouvant impacter l'exposition de votre information stratégique et votre sécurité économiques.

La sensibilisation s'accompagne, en fonction de votre niveau d'exposition, de recommandations sur des mesures organisationnelles, techniques et comportementales pouvant s'intégrer dans le déploiement de votre protection en matière d'information stratégique et de sécurité économiques.

L'efficacité de DIAGSECO repose sur une bonne connaissance de l'organisation interne de votre entreprise, ainsi que sur l'implication de vos équipes, depuis les dirigeants jusqu'aux employés.

Une participation active et une vision claire de votre politique en matière de sécurité économique et d'information stratégique maximiseront les bénéfices de cet outil.

SPECIMEN



## Rubrique 1 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion de mes relations commerciales, financements et partenariats extérieurs ?

Question 1 sur 11

La structure de mon capital est-elle :

- Très dispersée
- Modérément dispersée
- Actionnaire ou financeur unique

Question 2 sur 11

Vos actionnaires ou vous-même envisagez-vous un changement dans le contrôle de l'entreprise ?

- Oui
- Non

Question 3 sur 11

Des investisseurs étrangers sont-ils présents au capital de mon entreprise ?

- Oui
- Non

Question 4 sur 11

Ai-je prévu de réaliser une levée de fonds pour me développer ou consolider ma trésorerie ?

- Oui
- Non

Question 5 sur 11

En cas de recherche d'investisseurs ou de partenaires, ai-je identifié et évalué les risques de sécurité économique, en particulier ceux liés à la communication de données que je qualifie de sensibles pour la vie de mon entreprise ?

- Oui
- Non
- Non concerné

Question 6 sur 11

Ai-je connaissance de la réglementation relative aux investissements étrangers en France ?

- Oui  
 Non

Question 7 sur 11

Suis-je confronté(e) à des difficultés de paiement avec certains de mes clients ?

- Oui  
 Non

Question 8 sur 11

Ai-je identifié un client représentant plus de 25 % de mon chiffre d'affaires ?

- Oui  
 Non

Question 9 sur 11

Ai-je pris contact avec les services des douanes pour sécuriser mes échanges à l'international ?

- Oui  
 Non

Question 10 sur 11

Suis-je informé(e) de la réputation et de l'image de mes relations commerciales, de mes partenaires et des éventuels candidats à l'investissement de mon entreprise ? (rumeur défavorable, solidité financière, sanctions, conflits d'intérêt, etc.)

- Oui  
 Non

Question 11 sur 11

Ai-je identifié d'éventuels liens avec des autorités ou entreprises étrangères de mes relations commerciales, de mes partenaires et des éventuels candidats à l'investissement de mon entreprise ?

- Non  
 Oui



## Rubrique 2 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion des informations détenues par mon entreprise ?

## Question 1 sur 15

Ai-je identifié la sensibilité des informations détenues par mon entreprise en fonction du préjudice qu'engendreraient leur captation, leur divulgation, leur perte ou leur destruction, pour la vie de mon entreprise ?

- Oui
- Oui partiellement
- Non

## Question 2 sur 15

Ai-je identifié les données possiblement assujéties à l'interdiction de communiquer dans le cadre de l'article premier de la loi du 26 juillet 1968 dite de blocage.

- Oui
- Non

## Question 3 sur 15

En fonction de la sensibilité de l'information détenue, ai-je mis en place des mesures de protection adaptées, et plus globalement une politique de gestion de l'information (accès, diffusion, reproduction, archivage, etc.) ?

- Oui
- Oui partiellement
- Non

## Question 4 sur 15

Ai-je prévu des mesures et des contrôles concernant la destruction des documents contenant des informations que j'ai qualifiées de sensibles ?

- Oui parfaitement
- Pas toujours
- Pas du tout

## Question 5 sur 15

Dans mon entreprise, fait-on appel à des prestataires extérieurs (nettoyage, gardiennage, maintenance, chauffeur livreur, déménageur, cabinet d'audit, expert-comptable, expert informatique, intérimaires, stagiaires, doctorants, etc.) ?

- Oui
- Aucun

## Question 6 sur 15

Ai-je fait signer des accords de confidentialité aux intervenants extérieurs pouvant avoir accès à des données que j'ai qualifiées de sensibles ?

- Oui
- Non

## Question 7 sur 15

Ai-je recours à un fournisseur de service Cloud non européen pour la gestion des informations que j'ai qualifiées de sensibles ?

- Oui en totalité
- Oui en partie
- Non
- Ne sait pas

## Question 8 sur 15

Ai-je recours pour le stockage des informations que j'ai qualifiées de sensibles à un Cloud hors d'Europe ?

- Oui en totalité
- Oui en partie
- Non
- Ne sait pas

## Question 9 sur 15

Ai-je recours pour le stockage des informations que j'ai qualifiées de sensibles, à un Cloud ayant reçu un label de confiance comme la certification SecNumCloud de l'ANSSI ?

- Oui en totalité
- Oui en partie
- Non
- Ne sait pas

## Question 10 sur 15

Ai-je déjà été confronté à un vol d'information avéré ou suspecté ?  
(informations retrouvées sur internet, pertes suspectes d'appels d'offres, plagiat, etc.)

- Oui
- Non

## Question 11 sur 15

Ai-je identifié et répertorié des locaux au sein de mon entreprise pouvant détenir des informations sensibles ?

- Oui
- Non

## Question 12 sur 15

Ai-je mis en place des consignes particulières relatives à l'accès des locaux pouvant détenir des informations que j'ai qualifiées de sensibles ?

- Oui
- Non
- Non concerné

## Question 13 sur 15

Ai-je mis en place des actions de sensibilisation et de formation de mes équipes dirigeantes et de mes salariés, sur la gestion des informations sensibles et les risques qu'engendreraient leur divulgation, leur perte ou leur destruction pour la vie de mon entreprise ?

- Oui
- Non

## Question 14 sur 15

En termes de gestion des données que j'ai qualifiées de sensibles, des consignes relatives aux précautions à prendre ont-elles été transmises à mes équipes dirigeantes et à mes salariés : (plusieurs réponses possibles)

- Sur les salons et les conférences
- Lors de la venue de visiteurs sur le site
- Dans le cadre de l'accueil de personnel temporaire
- Discussions dans les transports ou lieux publics
- Utilisation du Wifi et des téléphones dans les gares, hôtels, aéroports
- Aucune consigne

Question 15 sur 15

Ai-je intégré des clauses de non-concurrence dans les contrats de travail de mes collaborateurs, notamment ceux qui détiennent des informations que j'ai qualifiées de sensibles ?

- Oui
- Non

SPECIMEN



## Rubrique 3 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion de mes actifs immatériels ?

## Question 1 sur 14

Ai-je identifié, parmi les titres de propriété intellectuelle (brevets, marques, droits d'auteur, etc.) ceux qui sont les mieux adaptés pour protéger et valoriser mon innovation, mon savoir-faire, mes productions ou mes créations immatérielles ?

- Oui
- Oui partiellement
- Non
- Non concerné
- Ne sait pas

## Question 2 sur 14

Suis-je engagé(e) dans une démarche de protection active de mes droits de propriété intellectuelle, par exemple par le biais de l'INPI (dessins, brevets, marques, etc.)

- Oui couverture complète
- Oui couverture partielle
- Non

## Question 3 sur 14

Ai-je mis en place une surveillance des actions de contrefaçon de mes droits de propriété intellectuelle ? (plusieurs réponses possibles)

- Oui veille internet
- Oui salons, conférences
- Non

## Question 4 sur 14

Ai-je identifié la sensibilité de mon savoir-faire en fonction du préjudice qu'engendreraient sa captation, sa perte ou sa destruction pour la vie de mon entreprise ?

- Oui
- Oui partiellement
- Non

## Question 5 sur 14

Ai-je mesuré les risques de captation, par la concurrence notamment, de mon savoir-faire, de ma R&D, de ma clientèle ou de mes collaborateurs ?

(plusieurs réponses possibles)

- pour le savoir-faire et la R&D
- pour les collaborateurs
- pour les clients
- Non

## Question 6 sur 14

Ai-je mis en place des mesures de protection adaptées, et une politique de protection de mon savoir-faire, de ma R&D, de ma clientèle ou de mes collaborateurs ?

- Oui
- Oui partiellement
- Non

## Question 7 sur 14

Par exemple, ai-je connaissance de mes implantations géographiques détenant mon savoir-faire ou ma R&D ?

- Oui
- Non

## Question 8 sur 14

Par exemple, ai-je mis en place une politique de sécurité portant sur les supports de stockage de mon savoir-faire, y compris l'archivage ?

- Oui
- Oui partiellement
- Non

## Question 9 sur 14

Ai-je des partenariats technologiques ou scientifiques avec d'autres entreprises ou organismes ?

- Oui avec accord de confidentialité
- Oui sans accord de confidentialité
- Non

## Question 10 sur 14

Lorsque je réponds à un appel d'offre ou lorsque je m'engage dans un partenariat, ai-je mis en place une politique de communication des informations concernant mon savoir-faire ?

- Non
- Oui

## Question 11 sur 14

Ai-je sécurisé la protection de mon savoir-faire et des données que j'ai qualifiées de sensibles en cas de départ d'un collaborateur ?

- Oui
- Non

## Question 12 sur 14

Ai-je défini une stratégie permettant de lutter contre le débauchage de mes salariés ?

- Oui
- Non

## Question 13 sur 14

Ai-je élaboré une politique de formation pour faire face au départ de collaborateurs participant au développement et à la compétitivité de mon entreprise ?

- Oui
- Non

## Question 14 sur 14

Suis-je confronté(e) à des litiges avec des salariés (procédure de licenciement, contentieux, etc.) ?

- Oui
- Non



## Rubrique 4 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion de mes systèmes d'information et de ma cybersécurité ?

## Question 1 sur 17

Ai-je mis en place un système de protection spécifique de mon système d'information ?

- Oui  
 Non

## Question 2 sur 17

Ai-je réalisé un inventaire de mon parc informatique (équipements, logiciels, messageries, accès au système d'information, etc.) ?

- Oui  
 Non

## Question 3 sur 17

Ai-je mis en place une procédure de mise à jour régulière de mes logiciels et de mon matériel informatique ?

- Oui  
 Non

## Question 4 sur 17

Suis-je équipé(e) d'un antivirus et d'un pare-feu ?

- Oui  
 Non

## Question 5 sur 17

Ai-je mis en place une procédure m'assurant de l'effacement définitif des données que j'ai qualifiées de sensibles pour la vie de mon entreprise et présentes sur des disques durs réformés, des imprimantes, copieurs et numériseurs non utilisés ?

- Oui  
 Non

## Question 6 sur 17

Mes systèmes d'information sont-ils gérés en interne ou par un prestataire extérieur ?

- En interne
- Par un prestataire extérieur

## Question 7 sur 17

Les informations que j'ai qualifiées de sensibles pour la vie de mon entreprise sont stockées : (plusieurs réponses possibles)

- Sur des supports dédiés
- Dans des locaux sécurisés
- Via une solution de chiffrement
- Non

## Question 8 sur 17

En cas de cyber-attaque, est-ce que je sais comment réagir ?

- Oui
- Non

## Question 9 sur 17

En cas de cyber-attaque, ai-je prévu un plan de gestion de crise ?

- Oui
- Non

## Question 10 sur 17

Ai-je prévu une assurance me protégeant contre les risques d'origine numérique ?

- Oui
- Non

## Question 11 sur 17

Mes collaborateurs sont-ils informés ou sensibilisés aux conséquences des vols, pertes et destructions de données informatiques ?

- Suffisamment
- Pas assez
- Non

## Question 12 sur 17

Le matériel informatique utilisé lors de mes déplacements, ou ceux de mes collaborateurs ou salariés, est-il expurgé de toutes les données que j'ai qualifiées de sensibles pour la vie de mon entreprise ?

- Systématiquement
- Parfois
- Jamais

## Question 13 sur 17

Ai-je prévu des mesures de sécurité pour mes collaborateurs en télétravail ?

- Un VPN et un accès sécurisé gérés par l'entreprise
- Aucune mesure particulière

## Question 14 sur 17

Mes collaborateurs doivent-ils demander une autorisation pour télécharger ou copier des données que j'ai qualifiées de sensibles pour la vie de mon entreprise ?

- Oui
- Non

## Question 15 sur 17

Ai-je prévu et mis en place une politique de séparation des usages informatiques (droits utilisateurs et administrateurs, BYOD, etc.) ?

- Oui
- Non

## Question 16 sur 17

Le personnel extérieur peut-il accéder, en l'absence d'un collaborateur, à mon matériel informatique détenant des données que j'ai qualifiées de sensibles pour la vie de mon entreprise ?

- Oui
- Non

## Question 17 sur 17

Mon local serveur est-il muni d'un accès contrôlé et télésurveillé ?

- Oui
- Non
- Non concerné



## Rubrique 5 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion des procédures de conformité (ou compliance) ?

## Question 1 sur 12

Ai-je mis en place un contrôle continu de la conformité de mon activité aux normes juridiques, environnementales et éthiques applicables à mon secteur d'activité ?

- Oui
- Non

## Question 2 sur 12

Ai-je engagé une veille juridique concernant mon secteur d'activité ?

- Oui
- Non

## Question 3 sur 12

Ai-je nommé un responsable conformité au sein de mon entreprise ?

- Oui
- Non

## Question 4 sur 12

Ai-je mis en place un dispositif d'alerte pour signaler au responsable conformité toute situation à risque ou suspecte ?

- Oui
- Non

## Question 5 sur 12

Existe-t-il une charte éthique ou un code de bonne conduite encadrant les comportements de mon personnel ?

- Oui
- Non

## Question 6 sur 12

Mes collaborateurs ont-ils tous reçu une formation sur les risques liés à la corruption et sur les bons comportements à adopter face à la corruption ?

- Oui  
 Non

## Question 7 sur 12

Ai-je programmé des contrôles comptables, destinés à s'assurer que les livres, registres et comptes ne soient pas utilisés pour masquer des faits de corruption ou de trafic d'influence par mon personnel ?

- Oui  
 Non

## Question 8 sur 12

Ai-je déjà eu recours à des prestataires étrangers ou sous franchise étrangère dans le cadre d'audit de conformité ou d'une procédure judiciaire concernant l'application de réglementations extraterritoriales ?

- Oui  
 Non

## Question 9 sur 12

Ai-je engagé un suivi de toutes les informations qui sont échangées lors de démarches d'audits et de conseils, en particulier des informations que j'ai qualifiées de sensibles pour la vie de mon entreprise ?

- Oui  
 Non

## Question 10 sur 12

Ai-je mis en place une procédure de protection des informations que j'ai qualifiées de sensibles pour la vie de mon entreprise, en cas d'audits externes (accords de confidentialité, présence du personnel, accès limité dans des zones identifiées, etc.) ?

- Oui  
 Non

## Question 11 sur 12

Sais-je distinguer si une demande de transmission d'informations est légale ou non, au regard notamment de la loi du 26 juillet 1968 dite de blocage ?

- Non  
 Oui

Question 12 sur 12

Suis-je prêt(e) à auto-dénoncer ou à coopérer de mon plein-gré avec des autorités étrangères en cas de non-respect d'une norme juridique ?

- Oui
- Non

SPECIMEN



## Rubrique 6 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion de ma veille économique ?

## Question 1 sur 8

Ai-je mis en place une veille en interne ou réalisée par un prestataire externe, sur mon secteur d'activité ?

- Oui  
 Non

## Question 2 sur 8

Ai-je défini des domaines précis de veille utiles à mon entreprise ?

- Oui  
 Non

## Question 3 sur 8

Ai-je mis en place une surveillance de la stratégie de mes principaux concurrents ?

- Oui  
 Non

## Question 4 sur 8

Ai-je mis en place une veille me permettant de trouver de nouveaux clients, partenaires ou fournisseurs ?

- Oui  
 Non

## Question 5 sur 8

Ai-je mis en place une démarche d'anticipation des mutations économiques et des ruptures technologiques de mon secteur d'activités et, le cas échéant, dans les secteurs d'activités de mes fournisseurs et de mes prestataires ?

- Oui  
 Non

Question 6 sur 8

Mes collaborateurs et moi-même, utilisons-nous de réseaux sociaux ?

- Non
- Oui

Question 7 sur 8

Ai-je à ma disposition des études commerciales sur mes principales zones géographiques de distribution ?

- Oui
- Non

Question 8 sur 8

Ai-je à ma disposition les informations nécessaires pour mon développement sur des marchés étrangers ?

- Oui
- Non



## Rubrique 7 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion de ma chaîne d'approvisionnement ?

## Question 1 sur 6

La faillite d'un sous-traitant ou d'un fournisseur peut-elle entraîner :

- Un ralentissement ou un blocage de ma production
- Des retards de livraison de production ou des pertes de marché
- Non concerné

## Question 2 sur 6

Le cas échéant, mes fournisseurs ou sous-traitants critiques sont originaires de :

- France ou Union européenne
- Hors Union européenne
- Non concerné

## Question 3 sur 6

Ai-je identifié des fournisseurs ou sous-traitants en capacité de se substituer à mes fournisseurs ou sous-traitants critiques ?

- Oui
- Non
- Non concerné

## Question 4 sur 6

Concernant mes approvisionnements, je fais appel à :

- un fournisseur unique
- des sources diversifiées
- des commandes groupées avec des établissements voisins auprès de plusieurs fournisseurs
- Non concerné

## Question 5 sur 6

La durée de vie de mes stocks est-elle régulièrement évaluée ?

- Oui
- Non

Non concerné

Question 6 sur 6

Ai-je établi une cartographie de ma chaîne d'approvisionnement pour identifier mes points critiques ?

- Oui
- Non
- Non concerné

SPECIMEN



## Rubrique 8 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion de la réputation et de l'image de mon entreprise ?

Question 1 sur 8

Ai-je une politique de communication ?

- Oui
- Non

Question 2 sur 8

Mon entreprise est-elle exposée médiatiquement ? (plusieurs réponses possibles)

- Presse régionale
- Presse nationale
- Presse internationale
- Réseaux sociaux
- Non

Question 3 sur 8

Le contrôle de l'image de mon entreprise dans les médias locaux, nationaux, internationaux ou sur les réseaux sociaux, est-elle une priorité pour moi ?

- Oui
- Non

Question 4 sur 8

Ai-je mis en place une procédure de gestion de mon image ou de ma réputation dans les médias ou sur les réseaux sociaux ?

- Oui
- Non

Question 5 sur 8

Ai-je recours à des pratiques d'influence, de contre-influence et de lobbying ?

- Oui
- Non

## Question 6 sur 8

Mes collaborateurs ont-ils été sensibilisés à la gestion de l'image de l'entreprise dans les médias et sur les réseaux sociaux ?

- Oui
- Non

## Question 7 sur 8

Ai-je identifié les changements opérés au sein de mon entreprise (délocalisations, changements de sous-traitant ou fournisseur, etc.) pouvant impacter l'image de mon entreprise et de son activité ?

- Oui
- Non

## Question 8 sur 8

Ai-je mis en place une communication, au sein de mon entreprise, sur ma démarche en matière de responsabilité sociétale et environnementale (RSE) ?

- Oui
- Modérément
- Non



## Rubrique 9 sur 9

## Ai-je les bons réflexes dans la gestion de mes locaux et de mes biens matériels ?

## Question 1 sur 13

Ai-je nommé un(e) responsable de la sécurité ou de la sûreté (gestion des informations, sécurité des bâtiments et des outils de production, sécurisation des accès, etc.) ?

- Oui
- Non

## Question 2 sur 13

Suis-je en lien avec le service de police territorialement compétent ou le référent sûreté de la gendarmerie pour m'accompagner dans la protection physique de mon établissement ?

- Oui avec le service de police ou de la gendarmerie
- Non, aucun des deux

## Question 3 sur 13

Mon entreprise a-t-elle déjà été victime d'actes de malveillance (vols, cambriolages, dégradations, destructions, etc.) ?

- Oui
- Non

## Question 4 sur 13

Les limites externes de mes locaux sont-elles sécurisées ? (plusieurs réponses possibles)

- Clôtures
- Badge, code
- Gardien, vidéo-surveillance, caméras
- Non

## Question 5 sur 13

Ai-je défini dans mes installations, une ou plusieurs zones que je qualifie de sensible et dont les accès sont contrôlés ?

- Oui avec filtrage

- Oui sans filtrage
- Non

Question 6 sur 13

Mon outil de production est-il accessible à :

- Tous les personnels
- Seulement le personnel autorisé

Question 7 sur 13

Existe-t-il un registre des visites (identité, heure arrivée, heure de départ, objet de la visite) de mon entreprise ?

- Oui
- Non

Question 8 sur 13

Ai-je connaissance du dispositif de zones à régime restrictif (ZRR) ?

- Oui
- Non

Question 9 sur 13

Ai-je évalué le risque de dégradation ou de destruction de mes locaux ou de mon outil productif ?

- Oui
- Non

Question 10 sur 13

Une dégradation ou une destruction de mes locaux ou de mes outils de production a-t-il un impact : (plusieurs réponses possibles)

- Sur la santé publique
- Sur l'environnement
- Sur la sécurité des personnels et personnes alentour
- Financier
- Aucune conséquence

Question 11 sur 13

Mes locaux et outils productifs sont-ils protégés et assurés contre les catastrophes naturelles ?

- Oui
- Non

## Question 12 sur 13

Mes collaborateurs sont-ils sensibilisés aux risques de dégradation accidentelle des locaux ou des outils productifs ? (plusieurs réponses possibles)

- Oui pour le personnel permanent
- Oui pour le personnel intérimaire et stagiaire
- Non

## Question 13 sur 13

Mes produits ou matériaux dangereux, coûteux ou complexes sont-ils stockés dans une zone contrôlée ?

- Oui
- Non
- Non concerné